

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Deuxième journée
Les dissidences à l'Est et les gauches solidaires à l'Ouest

**Dissidences et solidarités à la recherche d'une
troisième voie**

GOUZÉE – ČERMÁK, Nadine

2008, 10 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_13_dissidences_et_solidarites_a_la_recherche_d_une_troisieme_voie.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOUZÉE – ČERMÁK, Nadine, « Dissidences et solidarités à la recherche d'une troisième voie », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Deuxième journée. Les dissidences à l'Est et les gauches solidaires à l'Ouest*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], <http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_13_dissidences_et_solidarites_a_la_recherche_d_une_troisieme_voie.pdf>, (date de consultation).

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008
Deuxième journée – Les dissidences à l'Est et les gauches solidaires à
l'Ouest

13. Dissidences et solidarités à la recherche d'une troisième voie¹

Cette deuxième journée du colloque « L'Autre Printemps » est consacrée aux initiatives issues de différents courants. Les courants des gauches belges (surtout) et des gauches internationales pour soutenir les aspirations démocratiques en Europe de l'Est.

Les initiatives prises par ces courants divers soutenaient à la fois les mouvements contestataires et dissidents dont ces gauches se sentaient proches et l'exigence de la liberté d'expression et d'association pour tous les citoyens de ces pays. Cette liberté revendiquée par les gauches sous toutes les latitudes, au moins en théorie, impliquait une solidarité avec les victimes des procès d'opinion et des répressions arbitraires dans les pays dits « socialistes ».

Actrices et acteurs de cette solidarité internationale, nous étions membres de comités, de réseaux ou simplement des amis s'entraïdant, échangeant des opinions, développant des débats propres à « éclairer nos lanternes » sur ce qui se passait à l'Est et sur les divers visages ou visions du socialisme dans le monde. Pour nous, en Belgique, cette solidarité s'est d'abord nouée entre militants tchécoslovaques et belges réunis dans les Comités « Tchécoslovaquie » et du « Premier Mai ». Il y eut aussi d'autres initiatives évoquées lors de la séance de témoignages de l'après-midi.

¹ Texte de présentation de la seconde journée du colloque contenant des témoignages de Nadine GOUZÉE complétés avec le concours de Jean-Marie CHAUVIER et de Bruno VINIKAS.

Élie GROSS et le Comité du 1^{er} mai.

Cette matinée parlera plus qu'hier des activités de soutien aux acteurs du Printemps de Prague menées en dehors du PC. Au moment de l'ouvrir, je veux rendre hommage à celui qui aurait magnifiquement présidé cette journée à ma place, s'il était encore parmi nous. Je parle bien sûr d'Élie GROSS.

Avec Jean-Marie CHAUVIER à la tête, et Élie GROSS à la coordination, j'ai assuré le secrétariat du comité pendant son premier quinquennat. Ce furent les années dites « pré-polonaises », où la grande presse s'intéressait encore relativement peu à la dissidence dans les Pays de l'Est. Ses sympathisants dans les divers courants de la gauche belge comptaient en grande partie sur nous pour les informer au-delà de la censure stalinienne et des clichés ultra-libéraux. J'assurais le contact pour informer en continu la famille socialiste et syndicale ainsi que la gauche chrétienne.

Élie, lui, était le relais vivant de solidarités inébranlables, intraitable sur la solidarité internationaliste. Son mélange rare de force et de disponibilité généreuse a laissé bien des traces sur ceux qui l'ont eu comme prof de dessin scientifique à Saint Luc. Cette force morale lui fit porter beaucoup d'autres responsabilités que celle du Comité du 1^{er} Mai, comme acteur syndical, moteur de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB, qu'il présida), membre actif de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT),...

Le document dans la farde du colloque intitulé « *Les Dissidence à l'Est et les Gauches solidaires à l'Ouest* » est en partie fait de documents rassemblés dans le Bulletin D'Ici D'Est du Comité du 1^{er} Mai dont Élie était éditeur responsable et le faiseur de maquettes.

C'est donc lui, Élie, incontestablement, qui fut le pilier de ce Comité pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est depuis sa naissance, le 1^{er} Mai 1977, jusqu'à son autodissolution, le 7 octobre 1986. Élie a été emporté par une méchante maladie à l'âge de 56 ans, le 26 novembre 2003. Comme l'a si bien dit Patty GELLER, membre du comité et proche d'Élie, « *Il vivait ce qu'il pensait jusque dans sa maison* ». Elle m'a aussi rappelé qu'à son enterrement, son frère avait dit « *Ély n'était pas seulement un frère, il était la fraternité* ».

Beaucoup d'acteurs et d'hommes et femmes politiques évoqués aujourd'hui avaient des attaches familiales fortes, vivantes ou symboliques, avec les pays de l'Est. Pour Élie, comme pour d'autres, la fidélité à la partie de sa famille issue d'Europe Centrale, via l'origine polonaise de son père, fut la base de cet engagement passionné et authentique sur l'Est. Mais il avait été aussi, comme nous tous, fort marqué aussi par l'écrasement du Printemps tchécoslovaque et il vouait une admiration sans borne au courage politique de Petr UHL.

Jiří PELIKÁN et les dissidents tchécoslovaques

Un événement d'importance cruciale pour l'avenir de la Tchécoslovaquie, voire de l'Europe et du monde, fut le congrès clandestin du Parti Communiste Tchécoslovaque (PCT) qui s'est tenu juste après l'invasion, le 22 août 1968. Le 14^e congrès officiel, prévu officiellement le 9 septembre 1968, faisait fort peur au Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS) puisqu'il devait consolider DUBCEK et le programme de socialisme à visage humain, préparé de janvier à août 68 dans une ambiance effervescente et passionnée.

Ce congrès clandestin du PCT eut lieu, sous la protection des ouvriers de la grande usine CKD, et il souligna le rôle de ceux qui, comme Jiri PELIKÁN, allaient plus tard être appelés des « dissidents tchécoslovaques ». PELIKÁN, qui avait été, lors du Printemps, directeur de la Télévision tchécoslovaque et qui, aux premiers jours de l'invasion, avait organisé la radio clandestine, fut élu membre du Comité Central du PCT lors de ce congrès. Cependant, noyés dans la masse des conservateurs plus ou moins déclarés, c'est en vain que ces « dissidents » tentèrent d'influencer le PCT et le cours des événements.

Malgré les pressions subies, des hommes de gauche particulièrement respectés, comme Jaroslav ŠABATA, s'élevèrent contre l'occupation des « pays frères », notamment lors de la réunion du Comité Central du PCT le 31 août 1968. Et dans la population, soutenue par l'action de syndicalistes et d'étudiants engagés, une attitude attentiste prévalut tout d'abord dans l'espoir de sauver l'essentiel des réformes de ce grand mouvement. Mais face au démaillage progressif des réformes du Printemps, ces espoirs de l'après-invasion se dissipèrent peu à peu.

Le 16 janvier 1969, le jeune Jan PALACH (21 ans), étudiant à la Faculté des Lettres de l'Université Charles, s'arrosa d'essence et s'immola par le feu au coeur de la capitale en expliquant dans une lettre le désespoir et la protestation politiques à la base de cet acte si étranger à la tradition européenne. Ce suicide allait montrer symboliquement que si la société (civile) restait prête à se mobiliser massivement, elle avait perdu tout espoir de trouver un relais dans le PCT. Elle n'avait plus de leader politique portant l'espoir d'un changement. Les 100.000 personnes qui défilèrent le 21 janvier place Venceslas marquèrent le sentiment d'avoir été trahies en rejetant tout drapeau rouge, pour la première fois depuis bien longtemps, et en revenant au drapeau de la République tchécoslovaque de 1918.

Le 25 janvier 1969, le cortège funèbre de Jan PALACH s'immobilisa sur la place de la Vieille-Ville, devant le monument de Jan HUS, héros national tchèque. HUS avait été condamné au bûcher pour hérésie par l'Église catholique romaine après son excommunication en 1411. Le million de personnes rassemblées en hommage à Jan PALACH défilèrent en silence devant ce monument. Le jeune étudiant entra ainsi symboliquement dans la lignée des continuateurs du premier martyr national brûlé vif pour la vérité et la liberté.

À l'Est comme à l'Ouest, au cours des années septante, seuls les « dissidents » et de petits comités comme le nôtre allaient ensuite rompre régulièrement ce silence, qui fut celui

de la normalisation. Pour Jiří PELIKÁN, cet enterrement du Printemps s'était largement joué autour de ce Congrès clandestin. Des années plus tard il disait : « *Je me sens communiste mais pas lié avec les dirigeants actuels de partis communistes qui ont trahi l'idéal socialiste* ». Il considérait alors que sa place était en dehors de ce parti auprès des 500.000 communistes tchécoslovaques qui en furent exclus.

Il y a dix ans, c'est à l'occasion du 30^e anniversaire du Printemps de Prague que L'Humanité publiait une interview de Jiří PELIKÁN très détaillée et intitulée « Un coup mortel porté à l'espoir d'un renouveau ». Le journal rappelait que PELIKÁN avait été député de 1964 à 1969 et qu'il fut exclu en 1969 du PCT dont il était membre depuis 1929. C'est dans son action au sein du PCT comme résistant pendant la Seconde guerre mondiale qu'il avait connu les prisons nazies. Il fut néanmoins déchu de la citoyenneté tchécoslovaque en 1970. Cet homme né en Moravie, qui fut « *l'une des personnalités les plus symboliques et décisives de l'histoire contemporaine des Tchèques et des Slovaques* » (Libération, 28/06/1999) consacra à son pays toute sa vie de façon très paradoxale. Citoyen né Tchécoslovaque le plus connu de la gauche européenne, c'est en exil à Rome, de 45 à 76 ans, qu'il vécut la plus grande partie de sa vie politique.

Dans cette interview accordée à L'Humanité, PELIKÁN précise que ce que l'on appelle « le Printemps de Prague » (alors que tout ne s'est pas passé à Prague, loin de là) n'a pas éclaté avec l'élection d'Alexander DUBČEK au poste de premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, le 5 janvier 1968. Il souligne qu'il s'agissait plutôt du point culminant d'un très long processus engagé depuis les années 60, au moins, dans tous les domaines de la société tchécoslovaque, en politique, en économie, dans la vie culturelle, et que ce grand mouvement a joué un rôle important dans la formation d'une société civile dans ce pays.

Selon Jiří PELIKÁN, les racines de ce mouvement se trouvent dans l'histoire et les traditions démocratiques de la Tchécoslovaquie. Pour lui, ce mouvement est cohérent avec les conclusions du 20^e Congrès du PCUS (février 56) qui avait condamné les crimes du stalinisme. Selon lui aussi le modèle soviétique dit du "socialisme réel" était en contradiction avec les idéaux socialistes d'une société plus libre et plus juste que le capitalisme.

De tout temps, PELIKÁN a décrit ce printemps comme la naissance d'une possible vague, même si ni les Tchèques, ni les Slovaques, n'avaient alors eu l'ambition de présenter leurs réformes comme "un modèle à suivre" pour les autres pays du bloc soviétique. Il n'en est pas moins vrai que les dirigeants de ces pays, BREJNEV, ULBRICHT, GOMUŁKA, JIVKOV, plus tard aussi KÁDÁR, considéraient la réalisation de ces réformes en Tchécoslovaquie comme une sorte d'épidémie qui pouvait mettre en danger leur pouvoir et gagner la sympathie des communistes et des autres citoyens dans leurs pays respectifs.

Je partage l'avis de ceux qui pensent encore aujourd'hui, et qui osent le dire, qu'un tel effet d'entraînement à l'époque aurait eu des effets complètement différents de ce qui s'est produit 20 ans plus tard. Avec PELIKÁN et avec tant d'autres témoins directs de ces sociétés et de ces événements, (qui ne jugent pas de loin, selon des schémas

exclusivement théoriques) j'ai pu voir, et sentir combien l'Histoire ne repasse pas une seconde fois les mêmes plats. En tous cas, les dirigeants de ces pays dits « frères » et « amis » cités ci-dessus avaient pu aisément vérifier à l'époque, par leurs systèmes de renseignement si performants, que la politique de DUBČEK et du PCT était soutenue par la majorité des citoyens, et que les staliniens isolés étaient incapables de bloquer ce processus. C'est donc par une intervention militaire qu'ils décidèrent de l'étouffer.

Sur le plan politique, cette intervention fut un échec, car le Parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques sont tout d'abord restés fidèles au Printemps, de même que ce mouvement garda longtemps le soutien de la population. L'URSS, la notion même de « soviétique » au sens de « conseil de délégués venus d'en bas », y perdit progressivement le crédit qu'elle avait pu constituer auparavant en Tchécoslovaquie. Sur le plan militaire, la Tchécoslovaquie ne pouvait pas résister par les armes : les occupants du Pacte de Varsovie ont donc pu y imposer plus durement leur volonté de "normalisation".

C'est pourquoi la conclusion de Jiří PELIKÁN sur la destruction de cet Autre Printemps est la suivante : *Ils ont ainsi porté un coup mortel au socialisme et à la possibilité de son renouveau. Je suis convaincu que la destruction du Printemps de Prague a bloqué les réformes nécessaires dans les pays du bloc soviétique et a contribué, par ses conséquences, à l'écroulement total du système soviétique, jusqu'à l'URSS, où la perestroïka de GORBATCHEV est arrivée trop tard...*

Quant à l'importance des gestes de solidarité de la gauche occidentale avec l'opposition dissidente dans les années 70-80, Jiří PELIKÁN y répondait ainsi dans l'un de ses derniers interviews par Jean-Marie CHAUVIER: *"Cette solidarité fut essentielle. Les communistes dissidents, les socialistes, les trotskistes, ont joué un rôle important dans la défense des droits de l'Homme et la défaite des régimes totalitaires. Or la droite parlait beaucoup mais ne faisait rien, et "la détente" était le prétexte, pour une autre partie de la gauche, à la collaboration avec les nomenklaturas."*

Ceci dit, un sujet important, dont PELIKÁN n'aimait guère parler, mais dont ses amis proches des comités peuvent aussi témoigner, est le faible soutien reçu par la dissidence de la part de la plupart des partis et personnalités bien en vue dans la gauche occidentale : *« Il y a partout des gens dont la sincérité et l'intelligence ne sont pas en cause, mais qui redoutent d'être dérangés dans leurs « certitudes » et dans leurs visions schématiques du monde. Ils préfèrent éviter, ajourner certains problèmes ou cacher certaines vérités « pour ne pas nuire ». Mais nuire à qui ? (...) Ajourner un problème ou cacher une vérité n'apporte rien à l'idéal qu'on défend. Au contraire, il le dénature. »*

Petr UHL et Anna ŠABATA, la dissidence à l'épreuve du temps

Petr UHL et Anna ŠABATOVÁ (fille de Jaroslav ŠABATA dont la famille fut la plus durement frappée par la répression politique) représentent à eux deux tant d'épreuves traversées et de courage accumulé sur deux personnes que c'est presque irréaliste. Même si le projet de socialisme à visage humain a échoué, c'est très rassurant de savoir que le

militantisme peut avoir un visage aussi humain et « garder la lampe allumée » sans se décourager.

Leur rencontre est aussi symbolique de la magie du Printemps, qui fit se rejoindre des femmes et des hommes que les épreuves du régime avaient d'abord séparés, du moins dans leurs expériences respectives et leurs cheminements politiques. Des opposants tels que Petr UHL et des communistes critiques comme la famille ŠABATA finissent par se rejoindre et partager des conceptions communes des valeurs fondamentales du socialisme et de l'indispensable démocratisation.

Nous ne ferons pas ici la liste des ordres et prix qui récompensent leur exceptionnel engagement pour les droits de l'homme, pour la solidarité polono-tchécoslovaque et avec l'Allemagne. Retenons surtout que ce sont les plus hautes distinctions possibles, tant en République tchèque que pour d'autres pays d'Est et d'Ouest car vous êtes même Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur.

Né en 1941 à Prague, Petr UHL est ingénieur mécanicien et fut particulièrement actif en 68-69 dans le mouvement étudiant après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie (les pays du Pacte de Varsovie étant intervenus en août 1968). À une époque où la jeunesse occidentale commençait à construire des structures participatives un peu partout en Europe, il fut ainsi arrêté pour la première fois en décembre 1969 et condamné avec 15 autres jeunes co-accusés à 4 ans de prison pour avoir « créé un groupe antiétatique » et avoir conçu, ronéotypé et diffusé des écrits et tracts considérés comme subversifs.

En 1974, il sortit de prison et il épousa Anna ŠABATOVÁ qui... sortait de prison elle aussi. Il alla travailler comme mécanicien (ouvrier) tout en reprenant de 1974-79 des activités dans le mouvement pour les droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

Fin 1976, ils jouèrent un rôle fondamental dans la naissance de l'initiative civique appelée « Charte 77 » et de septembre 77 jusqu'au 29 mai 79, Petr UHL fut soumis à une surveillance policière permanente tout en continuant à travailler comme ouvrier. Cela ne l'empêche pas d'être actif dans le VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies) et dans la Solidarité polono-tchécoslovaque, contacts réguliers avec les groupes indépendants de Hongrie et de RDA.

En octobre 1979, il est à nouveau condamné à 5 ans de prison ferme, avec 5 autres personnes du VONS sous l'accusation de pratiquer ainsi « de la subversion de la République en connivence avec une organisation étrangère ». Cette fois, Petr UHL, est un « récidiviste » et doit purger sa peine de 1979 à 1984 comme détenu de la 2^e catégorie de l'« éducation correctrice », dans des conditions plus dures.

Avant et après ces emprisonnements, il est toutefois resté rédacteur en chef du bulletin *Informations sur la Charte 77*, en 1988-1989 rédacteur de *l'Agence d'informations de l'Europe de l'Est* (affilié au SIS de Varsovie), en 1988-1992 membre du Comité tchécoslovaque de Helsinki et, enfin, peut-être surtout, de 1984 à 1991, membre de la IV^e Internationale.

Dès novembre 1989, le voilà alors membre actif de la révolution "de velours", et de décembre 1989 à février 1990, membre du Conseil du Forum civique puis de juin 1990 à juin 1992, député à l'Assemblée fédérale (Parlement tchécoslovaque) élu pour le Forum civique. Mais il refuse de poser une nouvelle candidature pour les élections. En novembre 2002, il devient pour la première fois membre d'un parti politique tchèque, à savoir le Parti vert... qu'il quitte en janvier 2007 car ce parti accepte de participer à un gouvernement de droite.

Petr UHL est à la tête de l'Agence ČTK, PDG de février 90 à septembre 92 sans cesser d'agir comme journaliste, comme rédacteur en chef du bimensuel *Listy* à Prague et comme éditorialiste du quotidien pragois *Právo*. Il a aussi écrit deux livres en langue tchèque :

- *Program společenské samosprávy (Programme de l'autogestion sociale)*, avec Jaroslav SUK, Cologne : Index, 1982 (plus tard versions française, allemande et japonaise)
- *Právo a nespravedlnost očima Petra Uhla (Le droit et l'injustice)*, Prague : C.H. Beck, 1998.

Quelques militants de la gauche européenne

Parmi les soutiens occidentaux à la cause démocratique à l'Est, il y eut de nombreux militants des gauches européennes, telle Catherine SAMARY, ici présente, animatrice de réseaux de solidarité liés à la IV^e Internationale, tel Jean VAN LIERDE, figure de proue du mouvement pacifiste international et libertaire qui nous a quitté il y a quelques années. Il y eut aussi le socialiste belge et ministre d'État Henri ROLIN, le député socialiste de gauche Ernest GLINNE, le leader syndical liégeois et secrétaire national de la FGTB Jacques YERNA et d'autres, évoqués dans les interventions de l'après-midi et les documents du colloque.

Mais deux personnes représentant les deux grands courants de la gauche traditionnelle belge, au sens large, socialiste et chrétienne, s'étaient plus particulièrement engagés aux côtés et au sein des Comités Tchécoslovaquie et du Premier Mai : le socialiste Bruno VINIKAS et François MARTOU du Mouvement ouvrier chrétien. Je les ai bien connus tous les deux à la fin du 20^e siècle et c'est avec plaisir que je suis revenue vers eux pour l'organisation de ce colloque en 2008.

François MARTOU me demandait très souvent des nouvelles du comité (qu'il a soutenu dès sa constitution), en me rencontrant au groupe Bastin-Yerna qu'il anima avec Jacques YERNA de la fin des années 70 au début des années 90. Né en 1943, il était, comme Jacques, un bon économiste, c'est-à-dire un économiste doté d'un solide esprit critique à l'égard de la science économique. Il pourfendait avec beaucoup de bonne humeur les thèses néo-libérales surtout lorsqu'elles étaient défendues par des économistes. Parallèlement à sa fonction académique de professeur ordinaire à l'UCL, il s'engagea dans la démocratie chrétienne et en particulier dans le MOC, coudoyant des organisations sociales chrétiennes (syndicat, mutuelles, etc.). Président du MOC-Bruxelles en 1974 et président national du MOC de 1988 à 2006, il s'engagea de diverses façons en faveur

d'un rassemblement des forces de gauche en Belgique. Il comptait donc aussi sur l'existence du Comité pour sortir la gauche de son silence gênant sur la répression dans les pays de l'Est.

Autre intellectuel et leader engagé de la gauche belge, Bruno VINIKAS, né en 1934, avait lui aussi du respect pour la démarche du Comité du 1^{er} mai. Cette exigence de cohérence à l'égard de la gauche lui était familière. C'est de ses parents ouvriers communistes qu'il avait acquis une culture politique radicale à laquelle il est encore fidèle aujourd'hui. Membre dès sa jeunesse du Parti communiste, il en démissionna en 1963 pour trouver une plus grande liberté de parole et d'action. Dans les années 60, son action militante s'illustra surtout sur le plan syndical tant à l'ULB qu'à la Régionale de Bruxelles de la FGTB. Entré en 1970 au PSB, il deviendra secrétaire de sa Fédération bruxelloise en 1977. Il en démissionna au bout de deux ans pour préserver son souci de liberté intellectuelle peu compatible avec certaines pratiques bureaucratiques. En 1968, il avait été profondément choqué par la répression brutale du printemps de Prague. C'est la raison pour laquelle il adhéra dès son lancement en 1978 au Comité du 1^{er} Mai, en le soutenant non seulement par son nom, mais aussi en participant à une partie significative de ses activités et réunions.

L'un et l'autre avaient soutenu avec enthousiasme le projet de ce colloque. François, fervent défenseur de l'Olivier, meurtri par son passage au PS, y voyait même une sorte de retour au débat de fond sur les errances et le sens de l'engagement socialiste dans l'histoire européenne, débat si nécessaire mais si cruellement absent en ces temps de mondialisation galopante. Bruno, lui, avait réagi dans le même sens mais en faisant aussi l'effort de rassembler ses idées dans un texte extrêmement transparent sur le manque de curiosité du parti socialiste pour les affaires internationales, voire même les questions politiques en général.

Jiří PELIKÁN, Jacques YERNA, Jean-Marie CHAUVIER, Bruno VINIKAS, François MARTOU,... quelle constance, quelle diversité au sein de cette génération de grands militants pré-soixante-huitards ! Les intellectuels engagés et capables de faire usage de leur liberté d'expression pour mettre en question la marche du monde indépendamment des courants dominants, même au prix d'une grande solitude, tout en restant ouverts aux débats, ont toujours été assez rares en politique. Ils se sont fait de plus en plus rares depuis les années quatre-vingts et ils le sont bien plus encore aujourd'hui. Leur action a marqué ceux de ma génération née après la guerre, qui étaient à la recherche d'une « troisième voie », appelée souvent à l'époque « un socialisme à visage humain », ni capitaliste, ni stalinien. Résistant aux discours simplistes sur le triomphe inéluctable « des marchés » ou sur la toute-puissance « des masses », ils se sont surtout heurtés à ce phénomène que Jiří PELIKÁN appelle « la peur » de la plupart des acteurs politiques, peur « *d'être dérangés dans leurs certitudes et dans leurs visions schématiques du monde* ».

Mais une phrase de Jacques YERNA un soir où, déjà fort âgé, il partait pour une réunion au volant de sa voiture, dans le noir et le froid, résume la foi en l'humain qui animait leur présence dans tous ces petits comités et son utilité : « *N'annule jamais une réunion, ne renonce jamais à prendre la parole en te disant qu'il y a trop peu de monde, prépare tes*

interventions avec rigueur quel que soit ton public. Ce n'est pas le nombre d'hommes et de femmes qui compte, c'est le contact humain. Il peut toujours y avoir quelqu'un qui reçoit ce que tu as apporté et qui plus tard en fera un bon usage, voire même un grand projet. »

Merci à tous.

Nadine GOUZÉE-CERMÁK, le 21 août 2009.

